



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1996/505  
1er juillet 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 1er JUILLET 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU  
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE  
LA MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE  
DE CORÉE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un mémorandum du  
Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de  
Corée daté du 25 juin 1996.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la  
présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) KIM Su Man

ANNEXE

Mémoire du Ministère des affaires étrangères de  
la République populaire démocratique de Corée

Pyongyang, le 25 juin 1996

Le "Commandement des Nations Unies" a récemment jugé bon de présenter un rapport au Conseil de sécurité à seule fin de s'y signaler à l'attention.

Le monde entier sait très bien que la présence du "Commandement des Nations Unies" en Corée du Sud est dénuée de tout fondement juridique et que ne restent aujourd'hui sous le "Commandement des Nations Unies" que des forces américaines.

Ce nonobstant, les États-Unis et les autorités de la Corée du Sud se donnent le plus grand mal pour démontrer la survivance du défunt "Commandement des Nations Unies", dont l'ONU elle-même ne veut d'ailleurs pas non plus.

Estimant nécessaire de présenter à nouveau le "Commandement des Nations Unies" sous son jour véritable, le Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée publie le présent mémoire.

1. Le "Commandement des Nations Unies" est né de noirs desseins.

Le "Commandement des Nations Unies" en Corée du Sud n'a pas été créé par une résolution de l'ONU mais produit par la guerre froide, moyennant un détournement de l'Organisation.

Soucieux d'élargir sa sphère d'influence au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans la période d'affrontement Est-Ouest qui a polarisé le monde, les États-Unis ont décidé de se rendre maîtres de toute la péninsule coréenne en raison de l'importance géopolitique et militaire que celle-ci revêt du fait de sa situation en Asie.

Telle est la perspective dans laquelle les États-Unis ont procédé à des préparatifs minutieux avant de lancer par surprise une invasion armée en règle contre la République populaire démocratique de Corée à l'aube du 25 juin 1950, en collusion avec la clique fantoche à la solde de Syngman Rhee.

En déclenchant la guerre, les États-Unis ont jugé bon d'exploiter le Conseil de sécurité de l'ONU afin de camoufler leur bellicisme et de justifier leurs actes d'agression.

À l'époque, le Conseil de sécurité était constitué pour l'essentiel d'alliés des États-Unis. L'Union soviétique, membre permanent, boycottait en outre les travaux du Conseil du fait que la question de la représentation de la "République de Chine" s'y posait, la possibilité qu'un droit de veto soit exercé étant ainsi exclue.

Dans le cadre de leur plan soigneusement prémédité, les États-Unis ont tiré le meilleur parti de cette occasion, parvenant à obtenir du Conseil de sécurité

/...

qu'il accuse la République populaire démocratique de Corée d'être l'"agresseur" le 25 juin 1950, et qu'il adopte le 7 juillet une "résolution" injuste demandant aux États Membres d'affecter des effectifs militaires aux forces multinationales mêlées à la guerre de Corée. Ils commettaient ainsi une violation flagrante des principes directeurs et des procédures fondamentales de l'ONU.

On indiquait au paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies, dans la version de ce texte alors en vigueur, que les décisions du Conseil de sécurité sont prises par un vote affirmatif de sept de ses membres, dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents. Or, le Conseil a adopté les "résolutions" sur la guerre de Corée illégalement, sans la participation de l'Union soviétique, membre permanent.

Suivant l'Article 32 de la Charte, tout État qui n'est pas Membre de l'ONU peut, s'il est partie à un différend examiné par le Conseil de sécurité, participer sur l'invitation du Conseil aux discussions relatives à ce différend.

Le Conseil de sécurité n'en a pas moins intentionnellement exclu un représentant de la République populaire démocratique de Corée, partie à la guerre de Corée, de la séance qu'il consacrait à la question, à laquelle il n'a invité qu'un "représentant" de la Corée du Sud.

Voilà pourquoi les résultats des discussions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la guerre de Corée étaient dénués de fondement juridique. Il reste que le Président Truman a "nommé" le général MacArthur, alors en poste à Tokyo, d'où il commandait les forces américaines en Extrême-Orient, "Commandant des forces des Nations Unies" le 8 juillet 1950, et constitué le "Commandement des Nations Unies" le 25 juillet, plaçant ainsi les forces alliées engagées dans la guerre de Corée sous la bannière des Nations Unies.

Les États-Unis et les autorités sud-coréennes continuent, au mépris déclaré de tous ces faits historiques, de déformer la vérité en se comportant comme si la résolution 84 (1950) du Conseil de sécurité adoptée illégalement le 7 juillet 1950 avait pu constituer le fondement juridique de l'envoi des "forces des Nations Unies" et de la mise en place du "Commandement des Nations Unies".

Le fondement juridique de la présence du "Commandement des Nations Unies" en Corée du Sud n'existe pas davantage.

Aucune des dispositions de la résolution 84 (1950) du Conseil de sécurité n'autorisait expressément le déploiement de "forces des Nations Unies", ni la constitution du "Commandement des Nations Unies". La seule chose que le Conseil ait recommandée était que tous les Membres de l'ONU fournissant des forces militaires "mettent ces forces à la disposition d'un commandement unifié sous l'autorité des États-Unis d'Amérique".

En février 1965, le général De Gaulle, qui était alors Président de la République française, a critiqué la résolution du Conseil de sécurité adoptée le 7 juillet 1950 au sujet de l'envoi de "forces des Nations Unies" en Corée, qu'il jugeait contraire aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Le Secrétaire général de l'ONU a clairement indiqué dans sa lettre du 24 juin 1994 au Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée qu'en adoptant sa résolution 84 (1950) du 7 juillet 1950, le Conseil de sécurité n'avait pas voté sur la création du "Commandement des Nations Unies", dont la dissolution ne relevait donc pas de la responsabilité de l'un quelconque des organes de l'ONU, mais ressortissait bien plutôt à la compétence du Gouvernement des États-Unis. Ce que les faits démontrent tous à l'évidence, c'est que le "Commandement des Nations Unies" en Corée du Sud est un produit des noirs desseins conçus par les États-Unis et de leur détournement de l'Organisation des Nations Unies; qu'il n'est donc rien, en somme, qu'un organe fantôme.

Au cours des 46 années écoulées, l'ONU n'a reçu aucun rapport digne de ce nom du "Commandement des Nations Unies", ni ne lui a donné d'ordres. Le "Commandement des Nations Unies" a jusqu'à présent été dirigé par les chefs d'état-major des États-Unis.

À l'occasion d'une entrevue publiée dans la presse le 20 mars 1967, Clark, qui était le "Commandant des forces des Nations Unies" vers la fin de la guerre de Corée, a déclaré ce qui suit : "J'ai été le 'Commandant des forces des Nations Unies' en Corée, mais ne me rappelle pas avoir jamais reçu de directives quelles qu'elles soient de l'ONU au cours de la guerre."

Lorsque le Comité des relations extérieures du Sénat américain lui a demandé en février 1970 si "des mesures militaires peuvent être prises sans qu'une nouvelle résolution ait été adoptée ou que le Siège de l'ONU ait pris des dispositions à cet effet", Micheles, "Commandant des forces des Nations Unies" à l'époque, a répondu "Je ne peux prendre aucune mesure sans l'autorisation de mes autorités supérieures. J'entends par autorités supérieures les chefs d'état-major des États-Unis." Tels sont les aveux de ceux qui ont exercé les fonctions de "Commandant des forces des Nations Unies".

Le "Commandement des Nations Unies", qui n'a jamais reçu ni directives ni appui financier de l'ONU, perdure dans son existence fantomatique en Corée du Sud, pour la plus grande honte de l'ONU.

2. Le "Commandement des Nations Unies" devrait être aboli.

Au regard du droit international, les parties à un arrangement juridique quel qu'il soit doivent être en mesure de s'acquitter des obligations qu'elles ont contractées par traité.

Le "Commandement des Nations Unies" n'a ni le pouvoir de jure, ni la capacité nécessaire pour s'acquitter de ses obligations et responsabilités, puisque le "Commandement des Nations Unies" n'existe plus que de nom et n'est rien qu'un groupe des forces multinationales dirigé par les États-Unis. Cette vacuité a été amplement démontrée par l'évolution du statut réel du "Commandement des Nations Unies", qui s'est spontanément désintégré après la guerre de Corée sans qu'intervienne aucune décision de l'ONU.

Les 15 gouvernements, à l'exception des États-Unis, qui avaient fourni des contingents nationaux aux "forces des Nations Unies" pendant la guerre ont tous rapatrié leurs troupes, mais sans en informer l'ONU.

La France a rappelé ses contingents des "forces des Nations Unies" les 23 octobre 1953; le Canada a rappelé les siens en avril 1956; le Luxembourg, le 30 décembre 1954; les Philippines et l'Afrique du Sud, respectivement en octobre et novembre 1953; la Belgique, en 1956; la Grèce, le 13 juillet 1955; la Colombie, en octobre 1954; les Pays-Bas, en mars 1956; l'Éthiopie, en décembre 1954; l'Australie, en juillet 1953; le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en juillet 1957; la Nouvelle-Zélande, en octobre 1953; la Turquie, en juillet 1956 et la Thaïlande en juillet 1955.

En outre, la majorité de ces pays, notamment l'Éthiopie, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce et l'Afrique du Sud, a cessé tout contact avec le "Commandement des Nations Unies".

Demeurés seuls au sein du "Commandement des Nations Unies", les États-Unis ont dû reconnaître officiellement, le 22 septembre 1975, que le "Commandement des Nations Unies" ne comptait que du personnel d'état-major et des gardes d'honneur, moins de 300 personnes au total.

La réalité des faits montre que le "Commandement des Nations Unies", entité fantôme dont l'existence est depuis longtemps tombée dans l'oubli, sera inévitablement dissous un jour.

Les "forces des Nations Unies" actuellement présentes en Corée du Sud ne sont rien d'autre que des troupes des États-Unis et le "Commandement des Nations Unies" n'est rien de plus qu'une annexe du "Commandement interallié des forces américaines et sud-coréennes".

Les États-Unis ont créé un bureau nominal pour la Commission militaire d'armistice au sein du "Commandement interallié des forces", dirigé par un général de l'armée américaine, et ils l'ont baptisé "Commandement des Nations Unies".

Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, aucun autre "Commandement des Nations Unies" de ce type n'existe ailleurs dans le monde qu'en Corée du Sud.

L'existence du "Commandement des Nations Unies" constitue un grave obstacle à la paix et à la stabilité dans la péninsule coréenne.

C'est en effet sous le couvert du "Commandement des Nations Unies" que les États-Unis systématiquement violent les clauses de l'Accord d'armistice et sapent l'autorité de l'organe de contrôle de l'armistice.

Le "Commandement des Nations Unies" a pour seul rôle de protéger les marionnettes américaines et sud-coréennes, encourageant leurs provocations belliqueuses et l'accumulation d'armes dans la péninsule coréenne.

La dissolution du "Commandement des Nations Unies" et l'institution d'un nouvel ordre en matière de sécurité sont des impératifs désormais urgents. La situation actuelle exige la dissolution immédiate de l'entité fantoche appelée "Commandement des Nations Unies".

Une des mesures prises pour asseoir une paix durable dans la péninsule coréenne a été l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trentième session, de la résolution 3390 (XXX) B, qui appelle la dissolution du "Commandement des Nations Unies".

La résolution 3390 (XXX) A, parrainée par les États-Unis et adoptée en même temps que la résolution susmentionnée, fait elle aussi référence à la possibilité de dissoudre le "Commandement des Nations Unies" une fois que de nouveaux arrangements seraient élaborés.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a poursuivi ses efforts pour réunir les conditions voulues pour la dissolution du "Commandement des Nations Unies" mis en place par les États-Unis, et a créé suffisamment de possibilités de le dissoudre.

En janvier 1984, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a proposé la signature d'un accord de paix entre son pays et les États-Unis, et d'une déclaration de non-agression entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.

Les efforts sincères déployés par la suite par la République populaire démocratique de Corée ont conduit à l'adoption et à l'entrée en vigueur, le 19 février 1992, de l'"Accord sur la réconciliation, la non-agression, la collaboration et les échanges entre le Nord et le Sud" aux termes duquel les deux parties ont pris des engagements de non-agression et le comité militaire mixte Nord-Sud a été créé.

Le 28 avril 1994, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a proposé de nouveaux arrangements de paix dans la péninsule coréenne et, le 21 octobre, la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis ont signé le Cadre agréé entre les États-Unis d'Amérique et la République populaire démocratique de Corée.

Le 22 février 1996, la République populaire démocratique de Corée a soumis une nouvelle proposition élargie concernant de nouveaux arrangements de paix.

Bien que toutes les conditions nécessaires soient réunies pour la dissolution du "Commandement des Nations Unies", les États-Unis s'efforcent par tous les moyens de le maintenir en place et d'impliquer les autorités sud-coréennes dans leurs manoeuvres.

Ils affirment que la Corée du Sud est membre du "Commandement des Nations Unies" et essaient même de la faire passer pour une partie à l'Accord d'armistice coréen.

Au moment de la signature de l'Accord d'armistice, les autorités sud-coréennes ont lancé une campagne résolue anti-armistice et ont fait

/...

connaître haut et fort leur détermination à "avancer vers le Nord", même si les "forces des Nations Unies" acceptaient l'armistice. Par ailleurs, la Corée n'est ni membre des "forces des Nations Unies", ni signataire de l'Accord d'armistice.

De ce fait, si les États-Unis engagent peut-être du personnel sud-coréen pour les travaux de la Commission militaire d'armistice, ils ne sont en aucun cas autorisés à désigner un ressortissant sud-coréen comme leur représentant au sein de ladite commission.

Depuis plus de deux ans maintenant, les réseaux de contact officiels entre les deux puissances belligérantes de la péninsule coréenne ont été coupés.

Il est grand temps que les États-Unis réfléchissent sérieusement aux garanties qu'ils ont données il y a 20 ans, selon lesquelles ils étaient prêts à dissoudre le "Commandement des Nations Unies" si de nouveaux arrangements étaient mis en place.

Il est très aisé de dissoudre le "Commandement des Nations Unies".

Le Gouvernement des États-Unis doit déclarer la dissolution du "Commandement des Nations Unies" en Corée du Sud et l'Organisation des Nations Unies doit prendre les mesures nécessaires pour retirer son drapeau.

Les quelques gouvernements dont les drapeaux flottent encore au "Commandement des Nations Unies" en Corée du Sud doivent eux aussi prendre les mesures nécessaires pour retirer leurs drapeaux nationaux respectifs, contribuant ainsi, bien que tardivement, à la paix et à la détente dans la péninsule coréenne.

En vertu du droit international, tout accord ou traité bilatéral prendra automatiquement fin si l'un de ses signataires perd le statut juridique qui était le sien au moment de la signature et n'est plus de ce fait en mesure de remplir les obligations qui lui incombent en vertu dudit accord ou traité.

L'autre signataire de l'Accord d'armistice coréen, le "Commandement des Nations Unies", n'étant plus qu'une entité nominale, la République populaire démocratique de Corée se réserve le droit de renoncer à tout moment à son statut de signataire dudit Accord.

C'est uniquement grâce aux patients efforts déployés par la République populaire démocratique de Corée en faveur de la paix que l'armistice est toujours intact, bien que le dispositif d'armistice soit aujourd'hui caduc.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée fera tout son possible pour obtenir la dissolution du "Commandement des Nations Unies", demandée aux termes de la résolution de l'Organisation des Nations Unies, et pour instituer de nouveaux arrangements de paix visant à prévenir les conflits armés et la guerre dans la péninsule coréenne.

-----